



## COMMUNIQUE

Ce week-end un vaste dépistage du COVID-19 a été mené sur des salariés saisonniers des exploitations agricoles des Bouches du Rhône.

Les résultats de ce dépistage n'ont fait que confirmer les craintes que nous avons sur un déconfinement trop précoce.

Sur les 202 salariés testés, 30 se sont révélés positifs sur deux exploitations, à Maillane et Noves.

Ces résultats sont plus qu'inquiétants car certains de ces salariés étaient en France depuis le mois de janvier, d'autres arrivés pendant le confinement grâce à des dérogations spéciales et les derniers sont venus après le déconfinement.

De plus, nous ne sommes pas au pic du nombre de travailleurs saisonniers car celui-ci va s'accroître dans les mois qui arrivent avec la saison haute.

Ces événements mettent en lumière les conditions de travail, d'accueil et d'hébergement des travailleurs saisonniers en agriculture.

Il ne faut surtout pas se tromper et chercher des boucs émissaires là où ils ne sont pas ! Les vrais responsables de cette situation sont les exploitants agricoles qui font appel à de la main-d'œuvre étrangère qu'ils font venir en France par l'intermédiaire de la société d'intérim espagnole Terra Fecundis, souvent en provenance d'Amérique du Sud.

Ces derniers sont sous payés, souvent logés dans des conditions indignes d'êtres humains et transférables d'une exploitation à l'autre. Nous sommes face à une forme d'esclavage moderne et l'Etat ferme les yeux sur ces agissements, voire même les encourage sur l'hôtel de la sacro-sainte compétitivité de notre agriculture.

Alors que des actions en justice sont menées contre Terra Fecundis, et notamment dans les Bouches-du Rhône, celle-ci continue de sévir sur notre territoire car les exploitants agricoles, plutôt que d'augmenter les salaires, pratiquent une politique salariale volontairement basse et après ils se plaignent de ne pas trouver de main-d'œuvre en France.

Nous revendiquons pour les saisonniers des conditions de travail, d'hébergement digne du 21<sup>ème</sup> siècle, leur permettant de ne pas mettre en danger leur vie et celle de leur famille, le SMIC à 1 950 € et une protection sociale de haut niveau.

Nous serons toujours aux côtés de tous les travailleurs exploités.

Marseille le 04/06/2020